



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgifp.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgifp-sd.fr/029/>

COMITE TECHNIQUE LOCAL 9 JANVIER 2017
DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

L'année 2016 aura été marquée par bon nombre d'attaques portées contre notre modèle social dont les fondements ont été posés à l'issue de la fin de la seconde guerre mondiale.

Ce système basé notamment sur la sécurité sociale, le code du travail, et les services publics, est aujourd'hui remis en cause par les tenants d'une politique néolibérale, dont les objectifs visent à servir les intérêts des marchés financiers.

Pour **Force Ouvrière** ces piliers de notre modèle social doivent plus que jamais être préservés, car ils sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Leur démantèlement couplé à des politiques d'austérité, ne pourrait que contribuer à développer les inégalités, en favorisant encore d'avantage la défiance vis-à-vis de l'État de droit et la montée des extrêmes.

Pour **FO**, ce processus doit être combattu, car il demeure dangereux à la fois économiquement, socialement et à terme démocratiquement.

Alors que des échéances électorales s'annoncent dans les prochains mois, **Force Ouvrière** continuera de porter ses revendications pour le progrès social.

Sans donner aucune consigne de vote, car fidèle à ses valeurs d'indépendance, **FO** exprimera en revanche ses positions et revendications à tous les candidats républicains qui souhaiteront les entendre.

Comme nous l'avons maintes fois dénoncé, la DGFIP n'échappe pas à la cure d'austérité infligée aux services publics ces dernières années,

avec cette triste particularité qu'elle supporte désormais 57,42 % des suppressions d'emplois alors qu'elle représente 5,40 % des effectifs de la Fonction publique de l'État.

Ainsi en 10 ans, ce sont 25 % des effectifs qui auront disparus, et cette année le Finistère supportera encore 28 suppressions d'emplois.

Alors que les collègues sur le terrain ont les plus grandes difficultés pour accomplir leurs missions, cette nouvelle coupe franche ne manquera pas d'aggraver ce contexte déjà fort dégradé.

Pour tenter de sortir de l'impasse, les responsables nationaux et locaux de notre administration imaginent des pseudos stratégies visant à resserrer le réseau tout en privilégiant des axes prioritaires et des modalités d'allègement et de simplification en qui concerne l'exercice des missions.

Pour **F.O.- DGFIP** et pour les collègues sur le terrain confrontés aux exigences des usagers et des partenaires locaux, cette approche homéopathique face au mal dont souffre la DGFIP, ne constitue nullement un traitement efficace pour faire baisser la pression constante du quotidien.

De plus et nous le répétons à nouveau aujourd'hui au sein de cette instance, les enjeux et les défis posés par des orientations politique de fonds telles que celles de la Loi NOTRe et de la mise en place du prélèvement à la source, ne pourront se satisfaire de mesures à la petite semaine.

Pour **F.O.-DGFIP**, le refus d'aborder le sujet des moyens, porte en réalité une logique, à terme destructrice que nous dénonçons, et nous exigeons le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions.

L'ordre du jour de ce Comité technique local découle des décisions prises au niveau national par le Directeur Général. Ses orientations comportent bon nombre de réorganisations uniquement dictées par des considérations budgétaires au mépris des besoins de la population et des conditions de travail des personnels.

F.O.-DGFIP ne manquera pas de revenir en séance sur tous ces points et de rappeler ses revendications.